

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11 rue Hélène Boucher – Bâtiment B – BP 30337
22193 PLÉRIN Cedex

Plérin, le 22 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



GUITTERNEL CARRIERES SAS

Carrière de Guitternel
22250 SEVIGNAC

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2022 dans l'établissement GUITTERNEL CARRIERES SAS implanté Carrière de Guitternel 22250 SEVIGNAC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection réactive a été réalisée suite à la réception d'une plainte relative aux émissions de poussières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GUITTERNEL CARRIERES SAS
- Carrière de Guitternel 22250 SEVIGNAC
- Code AIOT dans GUN : 0005502400
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'exploitant, la SAS CARRIERES DE GUITTERNEL, est autorisé depuis 1976 à exploiter une carrière à ciel ouvert au lieu-dit Guitternel sur la commune de Seignac.

Il est autorisé à exploiter également une installation de concassage, criblage de matériaux et à remblayer la carrière par des déchets inertes.

Un arrêté préfectoral pris en date du 9 septembre 2004 encadre les conditions d'exploitation de la carrière. L'autorisation est accordée pour une durée de 20 ans à compter de la date de cet arrêté, soit jusqu'au 9 septembre 2024.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- émissions de poussières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Poussières	Arrêté Préfectoral du 09/09/2004, article 4.6.6	/	Sans objet
Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Poussières	Arrêté Préfectoral du 09/09/2004, article 4.6.1	/	Sans objet
Poussières	Arrêté Préfectoral du 09/09/2004, article 4.6.2	/	Sans objet
Poussières	Arrêté Préfectoral du 09/09/2004, article 4.6.3	/	Sans objet
Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	/	Sans objet
Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de non conformités majeures sur la thématique relative aux émissions de poussières.

L'exploitant a engagé la mise en place de mesures complémentaires pour réduire à la source ses émissions. En parallèle, il est demandé à l'exploitant de renforcer la périodicité du contrôle des émissions.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2004, article 4.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions prises
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.
Constats : Il a été constaté la présence de poussières à l'extérieur du site, à proximité immédiate des limites de propriété, sur les végétaux situés en bordure de la piste communale en terre longeant la carrière, et sur la piste elle même. A ce stade, il est difficile d'évaluer la part attribuée à la carrière par rapport à la poussière inhérente à la piste.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2004, article 4.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif d'arrosage
Prescription contrôlée : Un dispositif fixe permet d'arroser les pistes et les stocks de matériaux si nécessaire.
Constats : Lors de l'inspection, il a pu être constaté la présence sur site d'une tonne à eau. Un arrosage des pistes principales de la carrière a été effectué en début d'après midi. Ainsi la circulation des engins sur les pistes n'était pas à l'origine de poussières importantes. Selon l'exploitant, un arrosage est effectué 2 fois par jour. En cas de conditions météorologiques défavorables, il est nécessaire que l'exploitant veille à un arrosage régulier des pistes, et à un rythme permettant de réduire considérablement la génération de poussières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2004, article 4.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Stocks de matériaux
Prescription contrôlée : Les stocks de matériaux susceptibles d'être à l'origine d'émission de poussières sont arrosés, couverts ou placés à proximité d'écrans végétaux.
Constats : L'exploitant a précisé lors de l'inspection que les stocks de matériaux n'étaient pas arrosés. Selon lui, d'une part, ils n'étaient pas à l'origine de poussières et d'autre part, ils devaient rester sec pour leur utilisation finale.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2004, article 4.6.6
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de traitement des matériaux
Prescription contrôlée : Les installations de traitement de matériaux à l'origine de poussières sont dotées de moyen de récupération (aspiration) ou de "plaquage" (aspersion).
Constats : Les installations de concassage sont équipées de systèmes d'aspiration, et certains convoyeurs sont équipés de systèmes d'aspersion. Afin de réduire les émissions de poussières, l'exploitant a prévu d'améliorer l'efficacité du système en ajoutant de l'aspersion sur certains broyeurs et concasseurs. Les travaux étaient en cours le jour de l'inspection. La fin des travaux est prévue pour fin juillet pour les broyeurs et fin septembre pour les concasseurs. L'exploitant informera l'Inspection de la fin des travaux suivant le planning annoncé. L'exploitant a précisé que les dispositifs de réduction des émissions de poussières étaient régulièrement entretenus. Le dernier rapport d'entretien devra être transmis à l'Inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance des poussières
Prescription contrôlée : Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.
Constats : L'exploitation étant supérieure à 150 000 t/an, un plan de surveillance des émissions de poussières a été établi sur la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance des poussières
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance comprend : <ul style="list-style-type: none">- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.
Constats : Le dernier contrôle semestriel a eu lieu du 7 avril au 11 mai 2022. Un nouveau point de contrôle a été ajouté à la demande du plaignant, à proximité de l'étang. Le rapport a été transmis à l'Inspection. Il conclut à une conformité des mesures. A noter qu'il est observé un point témoin plus élevé que certains points de contrôle. Il peut donc être pertinent de revoir les hypothèses prises lors de l'élaboration du plan de surveillance Afin de lever les doutes suite au constat de poussières le long de la route communale, il est demandé d'ajouter un point de mesure sur cette zone pour le prochain contrôle. De plus, au vu du contexte de plainte, il est demandé de repasser à une périodicité trimestrielle pendant au moins une année. Si à l'issue de cette campagne les résultats sont inférieurs la limite réglementaire, la fréquence des contrôles pourra devenir semestrielle. Les rapports de contrôle seront transmis à l'Inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance des poussières
Prescription contrôlée : L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.
Constats : Le dernier contrôle conclut au respect de la limite des 500 mg/m ² /j en moyenne annuelle glissante. A noter qu'une des jauges de type (b) (à proximité immédiate de bâtiments accueillant des personnes sensibles) a atteint un niveau plus élevé que les années précédentes lors du dernier contrôle (valeur de près de 200 mg/m ² /j).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet